

## **Développement universitaire en centre-ville : le projet pharaonique de tous les dangers**

*Beaucoup de questions et peu de réponses satisfaisantes concernant la réception, par l'USTV, des bâtiments dont la construction s'achève sur la dalle des Ferrailleurs.*

*Ce fruit d'une réflexion trop légère entre la ville de Toulon et les précédents gestionnaires de l'USTV mûrit au plus mauvais moment, entre autonomie universitaire imposée et crise économique au long cours.*

*L'Intersyndicale de l'USTV (CGT-FSU-Solidaires) interpelle la communauté universitaire sur un héritage particulièrement inquiétant pour l'établissement, l'ensemble des personnels et les étudiants.*

### **Données / récapitulatif :**

Inscription au Contrat de Projet État-Région (CPER) 2007-2013 pour un coût prévisionnel de **29,9 millions d'euros**. Partenaires : État, Conseil Régional, Conseil Général, Agglomération Toulon-Provence-Méditerranée, FEDER.

[http://draaf.paca.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/cper-paca-2007-2013\\_cle871b12-2.pdf](http://draaf.paca.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/cper-paca-2007-2013_cle871b12-2.pdf)

Dernière réévaluation (novembre 2012) : **35,4 millions d'euros**. La différence avec l'enveloppe initiale est essentiellement assumée par TPM.

<http://www.tpm-agglo.fr/jahia/Jahia/cache/offonce/pid/981>

Présentation du « nouveau schéma universitaire de l'aire toulonnaise » en Conseil d'Administration de l'USTV le 10 mars 2009.

<http://dida.univ-tln.fr/QuickPlace/intranetadm/PageLibraryC1256DCF0053D47F.nsf/2a1fb3846ca143220525670800167222/b6c68bff033f19b6c125758300344d1f?OpenDocument>

Début des travaux : automne 2011.

Livraison prévue des bâtiments à TPM : juillet 2013.

Mise en place de la nouvelle organisation administrative : septembre 2013.

Première rentrée pédagogique : septembre 2014.

Effectifs étudiants 2012-2013 des formations concernées par le déménagement (d'après NEMROD) :

- Sciences éco : 608
- Ingemedia : 362
- IAE : 300
- (IUT SRC : 194)

### **Les promoteurs du projet ont pensé à tout, sauf aux étudiants.**

Le simple déplacement, à volume identique, des 3 formations prévues (sans compter SRC, dont le transfert ne semble pas encore arrêté) devrait appeler environ 1300 étudiants au centre-ville. À titre de comparaison, 1800 sont inscrits à la fac de Droit.

Mais il n'y aura **pas de restaurant universitaire** dans le nouvel édifice, peut-être une petite cafétéria. Il est donc prévu d'utiliser celui de la fac de Droit. Le CROUS se veut rassurant en affirmant qu'il peut gérer la surcharge en multipliant les services, mais les usagers du lieu sont plus que sceptiques. Quid du « *Développement qualitatif et quantitatif de l'offre de restauration étudiante* » vanté dans le CPER ?

Concernant la bibliothèque universitaire, le flou est total. Il était là aussi question de s'appuyer sur celle de la fac de Droit, mais la saturation du lieu contrarie cette perspective.

**Trois cents logements étudiants seulement** sont envisagés – et peut-être pas tous pour l'USTV : une centaine sur l'îlot Baudin dans le centre ancien (travaux en cours), et 200 à Dumont d'Urville (pas de pelleuse à l'horizon). Le CROUS n'ayant pas l'intention de gérer l'îlot Baudin, la Ville réfléchit à un prestataire privé. Le « *développement qualitatif et quantitatif de l'offre de logement étudiant* » public et social est donc au point mort.

Les étudiants pourraient se loger ailleurs qu'en centre ville ...à condition de pouvoir être transportés d'un point à un autre dans de bonnes conditions. Mais **aucun parking** ne sera mis à leur disposition (les personnels sont logés à la même enseigne, une fois que le parc de la fac de Droit est saturé) et surtout, **aucun transport en commun en site propre** ne permettra un transfert confortable vers le campus de la Garde et les logements universitaires qui ont poussé à proximité depuis les années 70. Le Tribunal a annulé en novembre 2012 trois décisions de TPM concernant le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) défendu par Hubert Falco, alors que la DUP et les expropriations anticipaient depuis 20 ans l'installation d'un tramway. À la suite du jugement, le maire de Toulon a déclaré qu'il initierait une nouvelle DUP pour valider le BHNS, ce qui signifie que les expropriés d'hier pourront sans doute se retourner contre TPM et ralentir encore une procédure qui est déjà vieille de plus de trente ans (premier tracé sur les Plans d'Occupation des Sols en 1981). Précisons que l'augmentation du nombre de bus « classiques » englués dans les embouteillages n'est pas une solution acceptable.

Enfin, l'actuel président de l'USTV qui, rappelons-le, n'est pas le promoteur du projet, a vivement regretté en CTEP (9 décembre), au regard des drames qui ont récemment affecté la communauté universitaire, la proximité d'axes routiers larges et rapides alimentant l'autoroute... Disons-le : tant que la Ville ne se sera pas résolue à rendre piétonne l'artère Porte d'Italie-autoroute, le site demeurera **très dangereux** (et on ne pourra pas parler de « campus » à Toulon). Sachant que deux parkings Vinci (« Porte d'Italie » + « Facultés ») sont alimentés par cette artère et débouchent au même endroit, on comprend que la résolution du problème reste conditionnée à une volonté politique forte.

**Les promoteurs du projet n'ont pas non plus pensé à son coût de fonctionnement.**

9000m<sup>2</sup> et aucun moyen humain supplémentaire, si ce n'est l'opportunité ponctuelle des 13 postes octroyés par le ministère à l'USTV, dont certains pourront compléter une nouvelle organisation technique et administrative (poste de bibliothécaire, poste TICE). Cette pénurie en personnels s'ajoutera à la longue liste des 120 emplois manquants à l'Université.

Le coût de fonctionnement du nouveau site est estimé à un **demi million d'euros par an**. Ceci tient compte de la sécurité des bâtiments et de leur hygiène. L'USTV peut-elle assumer

un tel coût supplémentaire ? La gestion du nettoyage sera, comme sur le campus de la Garde, assurée par une entreprise privée en contrat avec l'université, à moins que TPM n'accepte d'intégrer cette charge sur son propre fonctionnement. Quant à la sécurité...

Le dernier magazine d'information de l'USTV fait la promotion pleine page du laboratoire TELOMEDIA, une structure high-tech à usage interne et externe. On nous dit que cette plate-forme « *va tisser une collaboration étroite avec de nombreux partenaires culturels, institutionnels et industriels locaux* » sans nous préciser lesquels, ni de quelle manière on envisage d'assurer les prestations. Cette plate-forme sera forcément très gourmande en ressources budgétaires si on veut qu'elle reste high-tech d'une année sur l'autre. Malheureusement, on ne trouvera ni dans ce numéro de *Campus*, ni ailleurs, la moindre trace du modèle économique afférent.

Enfin, l'éclatement des lieux est assez peu compatible avec la mutualisation des ressources. Deux campus en parallèle, même pas liés par un Transport en Commun en Site Propre (TCSP). Tous les éléments sont en place pour que le site toulonnais acquière une véritable indépendance. Symbole fort : l'administration prévoit la mise en place à Toulon d'un directeur faisant office de secrétaire général bis.

## **Marges de manœuvre ?**

Dans ce panorama, compte tenu des difficultés matérielles de l'USTV, la tentation sera grande d'utiliser les personnels et les offres de formation comme variables d'ajustement. Le processus est-il à l'œuvre ? Trois postes de responsables administratifs sur les neuf que compte l'USTV disparaissent des organigrammes avec la réorganisation des structures Ingemedia + Sciences eco + IAE, au profit du « directeur de site » cité plus haut.

## **L'Intersyndicale de l'USTV appelle l'ensemble de la communauté universitaire à se mobiliser avant la réception du bâtiment :**

→ Vigilance en interne ! Ni les offres de formation, ni les personnels administratifs et techniques ne doivent pâtir d'un manque de ressources, financières ou humaines, toujours plus prégnant.

→ Pression externe sur les pouvoirs publics, en particulier TPM et la ville de Toulon qui ont voulu ce projet ! Nous devons impérativement conditionner la réception du bâtiment 1) au démarrage du chantier TCSP 2) à la sécurité des futurs usagers par la fermeture à la circulation automobile de l'axe porte d'Italie-autoroute et 3) à la participation financière et logistique de TPM au fonctionnement du site.

→ Enfin, pression sur le CROUS pour qu'une offre de logements étudiants publics se développe dans les meilleurs délais à Toulon, et pour assurer un service de restauration digne de ce nom.

L'Intersyndicale CGT-FSU-Solidaires, le 15 janvier 2013

**AG lundi 21 janvier à 12h30  
amphi B200 (IUT bât A)**

**Tous les personnels et étudiant-es sont invité-es à débattre de la situation.**